

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 27 mars au
2 avril 2020

Argentine

Pré-COVID-19 : chiffre définitif de la pauvreté en 2019

COVID-19 : situation sanitaire, assombrissement dramatique des perspectives économiques

COVID-19 : interdiction des licenciements, baisses de salaires dans les secteurs public et privé

COVID-19 : mesures d'urgence sociale et sanitaire

COVID-19 : mesures financières

Dette publique : émission, restructuration et COVID-19

Chili

COVID-19 : situation sanitaire

COVID-19 : fort impact sur l'économie chilienne

Les secteurs minier et agroalimentaire directement touchés

Le gouvernement présente un plan d'urgence de soutien à l'économie

La Banque centrale multiplie également les mesures d'assouplissement de sa politique monétaire, et abaisse son taux directeur à 0,5%.

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire et mesures budgétaires

COVID-19 : la BCP a baissé son taux directeur à 2,25% (-1 p.p.)

Croissance du PIB : 0% en 2019 (3,5% en g.a. au T4)

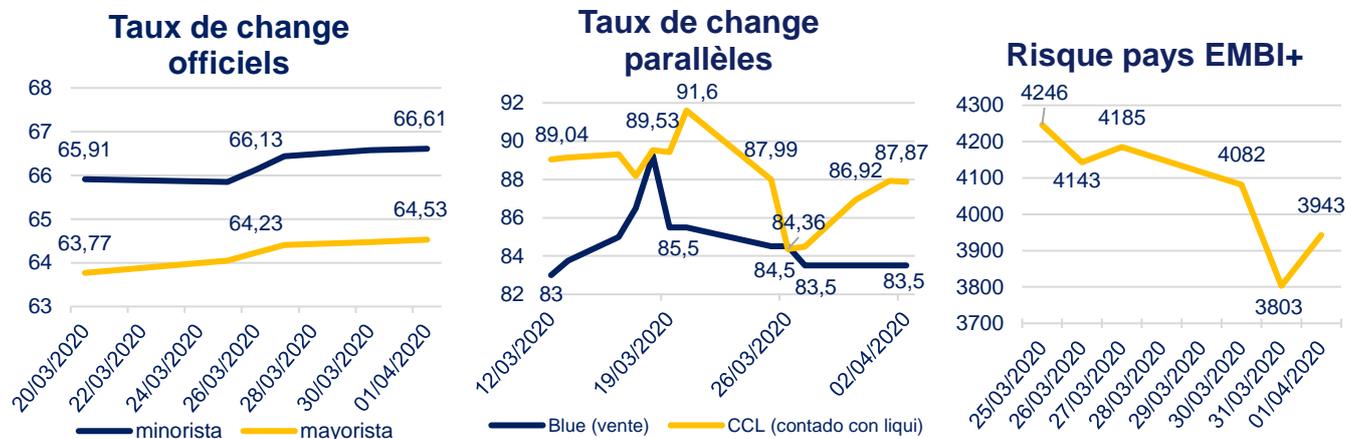
Baisse de la pauvreté et de la pauvreté extrême en 2019

Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire et réponses économiques

Hausse de la pauvreté et de l'indigence en 2019

Argentine



S

Pré-COVID-19 : chiffre définitif de la pauvreté en 2019

L'institut national des statistiques a publié mardi le chiffre officiel de la pauvreté au second semestre 2019. Celui-ci s'est établi à 35,5%, quasi-stable par rapport au premier semestre (35,4%), et en hausse de 3,5 points par rapport au S2 2018 (32%), ce qui tendrait à démontrer que les filets de sécurité mis en œuvre par les autorités, en accord avec le FMI, au bénéfice des populations les plus vulnérables ont, pour l'essentiel, fonctionné, malgré les difficultés macro (pour mémoire, récession de 2,2%). L'indigence pour sa part, a progressé de 0,3 points par rapport au S1, à 8%, et de 1,3 point en un an.

Pour mémoire aussi, le taux de chômage était pour sa part ressorti en baisse au T4 2019, à 8,9% contre 9,1% un an auparavant.

COVID-19 : situation sanitaire, assombrissement dramatique des perspectives économiques

Le confinement national obligatoire a été prolongé jusqu'au 13 avril. Au 2 avril au matin, 1133 cas ont été détectés et 31 décès imputés au COVID-19. Le ministre de la santé, Ginés González García, a reconnu le 31 mars que le nombre réel de cas était « énormément supérieur » au nombre de cas détectés, mais que les diagnostics devraient s'accélérer la semaine prochaine grâce à la décentralisation des tests (l'Argentine est, avec le Mexique, le pays d'Amérique latine qui effectue le plus faible nombre de tests, environ 6/100 000 habitants, contre 22 au Brésil, 24 en Colombie, 31 au Pérou, 38 en Equateur, 44 en Uruguay et 122 au Chili). Le précédent titulaire du portefeuille de la santé a pour sa part estimé que le nombre de cas était sous-estimé d'un facteur 5 à 10.

Le vice-ministre chargé de la qualité de la santé, Arnaldo Medina, a pour sa part affirmé que le pays ne comptait pas assez de médecins spécialistes de soins intensifs pour faire face au pic de malades, et que d'autres spécialistes (pneumologues, anesthésistes, cardiologues) seraient appelés en renfort. Le gouvernement espère porter le nombre de lits en réanimation à 10 000 au pic de l'épidémie (prévu la deuxième quinzaine de mai).

Les prévisions macroéconomiques privées parues cette semaine sont de plus en plus pessimistes : Goldman Sachs prévoit -5,4% pour le PIB en 2020, et The Economist -6,7%.

Le Merval (place boursière de Buenos Aires) a perdu 30,28% en mars. Les ADR (actions d'entreprises argentines cotées à New York) ont également plongé le mois dernier : -47,8% pour YPF, -44,2% pour Galicia, -41,8% pour Supervielle, et -41,4% pour Banco Macro. Les obligations publiques argentines en USD ont vu leur cours plonger d'entre 25 et 42%, et cotisent désormais entre 24 et 28% de leur valeur nominale.

COVID-19 : interdiction des licenciements, baisses de salaires dans les secteurs public et privé

Le groupe Techint, l'un des principaux groupes argentins (sidérurgie, pétrole, notamment), a annoncé la suppression de 1 500 emplois. Le président Alberto Fernandez lui a demandé de « faire un effort ». Suite aux efforts demandés au secteur privé, l'opposition a demandé des baisses de salaires dans le secteur public. Au 31 mars, huit provinces ont réduit les soldes des dignitaires politiques locaux à hauteur de 30 à 50%. L'opposition demande une réduction du salaire de tous les fonctionnaires gagnant plus de 70 000 ARS (987,6 EUR) et des retraites du secteur public supérieures à 100 000 ARS (1411,4 EUR), ainsi qu'une baisse de la rémunération des députés et sénateurs de l'ordre de 40%. L'ensemble des fonds ainsi économisés serait attribué à un fonds de lutte contre la pandémie.

Un décret paru dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril interdit aux entreprises de licencier ou de suspendre les salaires pour cause d'arrêt ou de diminution de l'activité jusqu'à fin mai. Cette interdiction sera accompagnée d'un programme de soutien aux entreprises touchées par les mesures de prévention du COVID-19, en particulier à travers une aide au versement des salaires en provenance de l'Anses (Sécurité sociale argentine) pour celles de moins de 100 employés, et une réduction des cotisations patronales à hauteur de jusqu'à 95%.

Le plan Repro d'aide pour urgence sanitaire concerne les entreprises de plus de 100 salariés et permet le versement d'une aide d'entre 6000 et 10000 ARS par salarié.

L'exemption de charges patronales pour les entreprises fermées a été annulée par un décret du 30 mars, à effet rétroactif depuis le 20 mars (début du confinement).

L'allocation chômage a désormais un plancher de 6000 ARS et un plafond de 10000 ARS.

Le patronat (UIA) demande des réductions de salaires, que certains dirigeants syndicaux ont affirmé être prêts à envisager. General Motors a réduit de 12,5% le salaire de ses employés en télétravail.

COVID-19 : mesures d'urgence sociale et sanitaire

- Le gouvernement a octroyé un subside de 380 Mds ARS pour les villes de l'agglomération de Buenos Aires, qui concentre une grande partie de la pauvreté du pays, pour faire face à l'épidémie. Des aménagements au confinement national sont envisagés pour les bidonvilles.
- Le programme de paiement en plusieurs fois à taux subventionné Ahora 12, à destination des ménages et des PME, a été prolongé de trois mois, et son champ étendu à l'alimentation, aux boissons, produits d'hygiène, outils médicaux et médicaments. Le programme incluait déjà les biens d'équipement des ménages, l'électronique grand public, les chaussures et les jouets. Il sera possible de payer en 3, 6, 12 ou 18 fois selon les produits.
- Les tarifs de la téléphonie fixe et mobile ont été gelés le 31 mars par l'ENTE (organisme national des télécommunications). L'interdiction de suspendre les services en cas de non-paiement avait déjà été décrétée la semaine dernière

COVID-19 : mesures financières

- 30 Mds ARS ont été attribués par décret au Fogar (fonds de garanties argentin) le 1^{er} avril pour garantir les prêts bancaires des PME au taux subventionné de 24% (très inférieur à l'inflation : 50,3% en février, donc un taux négatif en termes réels), et assurer le paiement des salaires.
- La BCRA a réduit le taux de réserves obligatoires à 0% et diminué le plafond de détention de Leliq des banques pour les inciter à octroyer des crédits à l'économie réelle.

- Les échéances de factures de cartes de crédit, déjà prolongées jusqu'au 1^{er} avril, ont été étendues au 13 avril, et le taux *revolving* a été abaissé de 55 à 49%. Dans la même réglementation publiée le 1^{er} avril, la BCRA décrète que les mensualités de crédits bancaires peuvent être reportées du mois d'avril à la fin du contrat.

Dettes publiques : émission, restructuration et COVID-19

Une émission sur le marché local a eu lieu le jeudi 26/03, proposant 17 Mds ARS (263,8 MUSD), pour finalement lever 13,96 Mds ARS (216,6 MUSD). 1,4 Mds ARS correspondent à une obligation à taux fixe de 30,72% à échéance au 1^{er} juillet, et 12,6 Mds ARS à un titre Lebad (indexée sur le taux BADLAR, majoré de 200 pdb) à échéance au 28 août.

Le ministre de l'économie Martin Guzman a présenté son plan le 31 mars : d'abord négocier avec les créanciers privés détenteurs de titres sous juridiction étrangère, ensuite avec les créanciers détenteurs de titres relevant de la loi locale « avec des termes similaires », et enfin avec le FMI. Des titres indexés sur le PIB sont « une des options envisagées » pour les privés. Martin Guzman a affirmé chercher à diminuer le poids du service de la dette en visant un taux d'intérêt réel moyen de 5% jusqu'à 2034 puis 4,5%. Il a également annoncé que son offre inclurait trois instruments à 5, 10 et 15 ans. Il a affirmé que ces négociations se feront « le plus vite possible », sans qu'une date n'ait été avancée par le ministre.

La réalisation d'une consultation au titre de l'article IV est obligatoire avant de négocier un nouvel accord avec le Fonds. Or, ces consultations ont été suspendues le temps de la pandémie de COVID-19.

Chili

COVID-19 : situation sanitaire

Depuis un mois (1^{er} cas le 03/03), le Chili voit son nombre de cas du Covid-19 fortement augmenter avec 3031 cas identifiés au 01/04 (environ 300 nouveaux cas par jour), dont 234 guéris. Le pic devrait être atteint fin avril. Le nombre de cas hospitalisés augmente lui aussi rapidement (138 au 31/03). Si le Chili reste le 2nd pays d'Amérique latine en nombre absolu de cas, derrière le Brésil (5 717) et devant l'Équateur (2 240), son taux de mortalité est beaucoup plus faible que ceux de ses voisins (0,4% avec 12 morts, contre 3,6% au Brésil ou 2,5% en Argentine).

Le 18/03, le Président Piñera a décrété « l'état d'exception constitutionnelle de catastrophe » dans le pays pour 90 jours, qui permet à l'exécutif de potentiellement prendre des mesures pour renforcer la sécurité des lieux d'assistance médicale, protéger la chaîne logistique de l'approvisionnement alimentaire, mettre en place des quarantaines, des couvre-feux (22H - 5H à partir du 22/03) ou restreindre la liberté de circulation des personnes (fermeture des écoles, universités, parcs publics, centres commerciaux, restaurants, bars, cinémas et discothèques pour une durée indéterminée). Les frontières terrestres, maritimes, et aériennes ont été fermées à l'entrée (sauf pour les chiliens et les résidents étrangers permanents) pour le transport de personnes (non de marchandises) jusqu'au 19/04.

Le gouvernement poursuit sa politique sanitaire autour de 3 axes. Le 1^{er} consiste à confiner les communes les plus touchées (une dizaine dans l'intérieur du pays, et 6 des 32 communes de la Région de Santiago en quarantaine totale). 60 douanes sanitaires inter-régionales sont actives dans 8 régions au nord et au sud. Le second porte sur une stratégie de tests massifs (3 000 à 4 000 tests PCR par jour, 35 000 tests cumulés). Le 3^{ème} enfin concerne le renforcement des capacités d'accueil dans le secteur hospitalier, via l'augmentation, secteurs public et privé confondus, du nombre de lits à 41 700 (+3 000).

COVID-19 : fort impact sur l'économie chilienne

Les prévisions actuelles anticipent une récession de l'économie entre -1,5% et -3% sur 2020 (contre entre +1% et 0% initialement) et le peso confirme sa dynamique de dépréciation (852 CLP / 1 USD au 01/04, -22% depuis octobre 2019).

Après 2,7% en 2019, les prévisions d'inflation pour mars oscillent entre 0,3% et 0,7% (après 0,6% en janvier et 0,4% en février) et devraient être supérieures à 4% en 2020 (+1 p.p. au-dessus de la cible de la Banque centrale). Enfin, le commerce extérieur (déjà en baisse de 7,4% en 2019) continue de ralentir avec une baisse de 13% des exportations et de 18% des importations en g.a. sur les mois de janvier et février 2020 et une chute de 14% des exportations sur la 1^{ère} quinzaine de mars. Après les impacts importants dus à la crise sociale et à l'instabilité engendrée par le processus de révision de la constitution (dont le référendum a été repoussé à octobre 2020), le Chili est entré à terme non défini dans la spirale négative de la crise du Covid-19.

Les secteurs minier et agroalimentaire directement touchés

Le Chili reste fortement dépendant du cuivre, 1^{er} poste d'exportations avec 52% du total. Sur la 1^{ère} quinzaine de mars, ses ventes ont baissé de 16%. Plus de 50% de celles-ci étant destinées à la Chine, le Chili a souffert de la baisse des achats chinois et de la demande mondiale. Les cours du cuivre ont chuté de 2,79 USD / Livre au 1^{er} janvier à 2,12 USD / L au 1^{er} avril (-24%). A ce prix, seuls 45% des producteurs locaux opèrent avec des marges positives (le prix moyen de coût opérationnel d'extraction au Chili se situant à 158 USD / L). Certains projets d'investissement ont été suspendus (par exemple le projet Quebrada Blanca Fase II de 5 Mds USD).

Le secteur agroalimentaire, second poste d'exportation (27% des ventes), reste très affecté par la paralysie des ports chinois (1^{ère} destination d'exportation). Mi-mars, près de 1 400 containers de produits périssables chiliens (cerises, myrtilles, raisins, nectarines et prunes) y étaient encore immobilisés, tout comme des produits de la pêche, dont les ventes ont baissé de 50% depuis le début de la crise. Les ports chinois ayant progressivement repris leur activité, la Chine a accepté de recevoir entre 40 et 50 conteneurs chiliens en mars (contre 200 à 350 avant l'épidémie).

Le gouvernement présente un plan d'urgence de soutien à l'économie

En réponse à cette nouvelle crise économique d'ampleur, le gouvernement a présenté un « plan économique d'urgence contre les impacts du coronavirus » de 11,7 milliards USD (soit 4,5% du PIB) avec, notamment :

- Le renforcement du budget de la santé publique (à hauteur de 2,6 Md USD),
- La protection des employés avec l'abondement du fonds de chômage solidaire (2 Md USD) pour les salariés licenciés et la création d'un « bon Covid-19 » de 65 USD mensuel pour 2 millions de salariés informels (130 MUSD),
- Des aides directes aux entreprises avec, entre autres, la suspension du paiement de l'impôt sur les sociétés des trois prochains mois, ce qui permettrait une injection de liquidités, entre avril et juin 2020, allant jusqu'à 2,4 Mds USD au total, et le report du paiement de la TVA des 3 prochains mois pour 240 000 ETI (CA mensuel inférieur à 1 MUSD / liquidités de 1,5 Md USD),
- La dynamisation du crédit bancaire avec la recapitalisation de la banque publique « Banco Estado » (500 MUSD), pour l'octroi de financements aux PME.

Ce plan sera financé par des réallocations d'enveloppes (1,7 Md USD), des économies budgétaires (4 Mds USD) et le recours à de l'endettement public et aux fonds souverains disponibles (6 Mds USD).

La Banque centrale multiplie également les mesures d'assouplissement de sa politique monétaire, et abaisse son taux directeur à 0,5%.

Après avoir baissé son taux directeur à 1% (-75 pts de base) le 16/03, la Banque centrale a décidé, le 31/03, de le réduire, de nouveau, à 0,50% (-50 pts de base, soit -125 pts en deux semaines) pour fournir davantage de liquidités au marché. Elle a également annoncé l'ouverture, le 16/03, de nouvelles lignes de crédit et un programme de 8,2 Mds USD destinés à renforcer la position des banques. Celui-ci se réalisera via des prêts, mais aussi à travers le marché de rente fixe avec 4 Md USD d'achats d'obligations bancaires (2,5 Md USD réalisés au 27/03) en acceptant des obligations d'entreprises comme garantie.

Paraguay

COVID-19 : situation sanitaire et mesures budgétaires

Au 2 avril, 77 cas ont été confirmés dont trois décès. Le confinement national a été prolongé jusqu'au 12 avril.

- La BCP a avancé 500 MUSD au Trésor public, sur la ligne de crédit de 1,6 Mds autorisée par la loi d'urgence. D'après le ministre des finances Benigno Lopez, une partie sera utilisée pour financer le secteur de la santé et verser les salaires de la fonction publique en avril. Ce dernier a également affirmé que les recettes fiscales ont chuté de 50% du fait de la crise.
- L'allocation alimentaire de 500 000 PYG (69,5 EUR) a commencé à être versée le 1^{er} avril. Le gouvernement a prévu de l'allouer aux 330 000 personnes les plus vulnérables, mais un million a fait la demande. Le SEN (secrétariat national d'urgence) fera le tri sur critères de ressources, en croisant les données avec d'autres entités de l'administration publique.
- Petropar maintient le gel des prix des carburants pour 60 jours correspondant aux mois d'avril et mai. Ceux-ci avaient été abaissés de 400 PYG (0,056 EUR) par litre au début du confinement.

COVID-19 : la BCP a baissé son taux directeur à 2,25% (-1 p.p.)

Le comité de politique monétaire de la BCP s'est réuni pour la deuxième fois en mars à titre exceptionnel le 30/03. A cette occasion, la Banque centrale a abaissé son taux de 100 pdb, à 2,25%. Celui-ci avait été fixé à 3,25% lors de la réunion extraordinaire du 16 mars. La baisse représente 175 pdb par rapport à février, lorsque le taux s'élevait à 4%. Le CPM a affirmé lors de sa dernière réunion que cette décision visait à réduire l'impact macroéconomique de la pandémie de COVID-19 en impulsant le crédit, et qu'il existe un espace pour une politique monétaire encore plus accommodante, l'inflation se trouvant en deçà de sa cible de 4% (2,4% en février).

Croissance du PIB : 0% en 2019 (3,5% en g.a. au T4)

L'année 2019 a été marquée par un premier semestre de récession : le PIB a diminué de -2,7% en g.a. au T1, et -3,3% au T2. Le S2 a au contraire vu l'activité amorcer une reprise : +2,6% en g.a. au T3, et +3,5% au T4, d'après les données publiées le 27 mars par la BCP.

Au T4, les secteurs ayant connu un important rebond sont l'agriculture (+17,5% en g.a.), la construction (+11,3%) et l'élevage (+9,2%). Au contraire, la production du secteur hydroélectrique s'est fortement contractée (-15,2%).

Baisse de la pauvreté et de la pauvreté extrême en 2019

D'après la DGEEC, malgré la croissance atone enregistrée l'année dernière, le Paraguay a vu son taux de pauvreté se réduire : elle représentait 23,5% (-0,7 p.p. par rapport à 2018), et la pauvreté extrême 4% (-0,8 p.p.). La pauvreté rurale (33,4%) a davantage diminué (-0,8 p.p.) que la pauvreté urbaine (17,5%, -0,3 p.p.).

La ligne de pauvreté retenue par la DGEEC est un revenu de 686 075 PYG (95,35 EUR) par mois, et la ligne de pauvreté extrême 233 000 PYG (32,38 EUR) par mois.

Uruguay

COVID-19 : situation sanitaire et réponses économiques

338 cas et un mort ont été recensés au 1^{er} avril. Des mesures de distanciation sociale sont toujours en place, mais pas de confinement au niveau national.

Un « Fonds coronavirus » de 12 MUSD a été créé, financé par la réduction des salaires des fonctionnaires et des élus supérieurs à 80 000 UYU (1660 EUR) mensuels ainsi que des retraites de plus de 120 000 UYU (2490 EUR), et par les recettes des entreprises et banques publiques.

118 000 ménages allocataires sociaux recevront des paniers alimentaires en avril et mai.

Hausse de la pauvreté et de l'indigence en 2019

Le taux de pauvreté a représenté 8,8% en 2019 (+0,7 p.p. par rapport à 2018) et le taux de pauvreté extrême 0,2% (+0,1 p.p.). Ces taux demeurent néanmoins à des niveaux historiquement bas : le taux de pauvreté représentait 32,5% en 2006, et le taux de pauvreté extrême 2,5%.

La pauvreté est concentrée dans la capitale : le taux d'indigence représente 0,2% à Montevideo, contre 0,1% dans les autres villes du pays et les zones rurales. Le taux de pauvreté s'élève à 12,2% dans la capitale, contre 6,9% dans les autres villes de plus de 5000 habitants, 7,2% dans les villes de moins de 5000 habitants, et 2,2% dans les zones rurales.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Marc Legouy, Laurent Charpin

Revu par : Laurent Charpin

Version du 2 avril 2020